

« Giscard à la barre* », 1974-1981



Le président Valéry Giscard d'Estaing, VGE, nous a quittés le 3 décembre, à 94 ans. Elu en 1974 pour un mandat de sept ans, il hérite d'une France prospère – 5% de croissance, 3% de chômage – malgré le choc de 1968 et celui – premier choc pétrolier – de 1973 (guerre du Kippour, le prix du baril passe de 2,5 dollars à plus de 11 dollars). La France est gaie, insouciante. Elle a enfin retrouvé la confiance perdue dans l'abîme en 1940, puis à nouveau ébranlée avec la guerre d'Algérie, volonté, travail acharné du général de Gaulle, poursuivi par Georges Pompidou. Mai 1968 est passé. Un jeune président, 48 ans en 1974, va répondre au souhait partagé des Français de secouer les pesanteurs d'une société patriarcale qui leur paraît appartenir au passé. En 1974, ils se donnent un président qui se veut « moderne ».

Et, pendant trois ans, il offre un incontestable rajeunissement à la société française : droit de vote à 18 ans (juillet 1974), dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse (janvier 1975) et de l'adultère, divorce par consentement mutuel et mise en place du collège unique (juillet 1975), et, la même année, aide aux handicapés, création des aides personnalisées au logement (1977). La France respire, confiante, on s'occupe d'elle. L'homme qui tient la barre offre d'ailleurs des garanties : il est brillant (bac à 15 ans, promotion 1944 à Polytechnique, année d'entrée à l'Ecole, puis, directement sur titre, admission à la toute nouvelle Ecole nationale d'administration, l'ENA, que vient de créer en octobre 1945 Michel Debré pour donner de grands commis à l'Etat). En outre, il appartient sans conteste à ceux qui se sont battus pour le pays, quand il le fallait. « *Je m'étais engagé dans un régiment de chars de la Première Armée française, qui avait franchi le Rhin, traversé la Forêt-Noire, et atteint la ville de Constance, à la frontière suisse* » (1). Rien d'une promenade. Tout jeune,

19 ans, il s'est battu. Nous sommes loin des renoncements honteux de Philippe Pétain. Et puis il a servi le général de Gaulle, à ses côtés de 1959 à 1962 comme secrétaire d'Etat aux Finances, puis de 1962 à 1966 comme ministre des Finances et des Affaires économiques.

Certes, il y a le « oui mais » au projet du général d'élection du président au suffrage universel en 1962 puis le « non » au référendum de 1969 (réforme du Sénat) qui provoque le départ du général de Gaulle. Il faut bien s'affirmer pour construire son destin politique. Mais il sera à nouveau ministre des Finances de Georges Pompidou de 1969 à 1974.

Pas d'ombres au tableau ? Pourtant François Mauriac écrit dès le 2 mai 1967 (2), en observant son parcours, quand rien n'est encore joué : « *De Gaulle, avec cette élection de la République au suffrage universel, a réveillé une certaine race de Français (« garçons français, les plus intelligents de tous ») (...). C'est ici d'un transfert qu'il s'agit : un homme va pouvoir dire « Moi, la France » sans que personne ne crie au fou. Mais dès lors, tout va redevenir possible après lui pour nos jeunes ambitieux (...) qui ont toutes les cartes en main dès le départ, et en plus la commodité de la télévision et des millions de femmes trop heureuses, faute de mieux, de donner leurs voix. Telle est la fortune de Giscard* ». L'inlassable chroniqueur du *Figaro* où il écrit depuis le 1^{er} septembre 1944 (le quotidien s'est sabordé en 1942) le craint, l'anticipe, le sait : « *Cette conformité entre le destin de la nation et celui d'un seul homme, je le constate et j'en vois le tragique (...). Le temps est proche où ce ne sera plus le jeu de la France qui sera joué, mais celui de l'un d'entre vous* ».

Les années qui viendront vont lui donner raison. Mais que s'est-il passé pour que le jeune homme ambitieux et prometteur, le président réformateur qui avait rencontré son public, ait trouvé un jour la France trop étroite – puis quitté l'Élysée à pied sous des huées indignes ? Les Trente glorieuses étaient terminées – et il le savait : « *Le monde est malheureux parce qu'il ne sait pas où il va et parce qu'il devine que, s'il le savait, ce serait pour découvrir qu'il va à la catastrophe... Les grandes courbes qui décrivent pour l'avenir les phénomènes de notre temps nous conduisent pratiquement à la catastrophe* ». Nous étions le 24 octobre 1974, lors de sa première « réunion de presse ». Comment privilégier le « jeu de la France » dans ce contexte ? Parce qu'il n'y parviendra pas : à la fin de son mandat, en 1981, après un deuxième choc pétrolier (1979) la croissance est de 1,1%, le chômage a doublé, à 6%, les crises monétaires se répètent – l'immigration de travail, utile, va s'élargir puis devenir incontrôlable, avec le regroupement familial qu'il décide en 1978. Pour autant, les Français consomment, le SMIC est augmenté quatre à cinq fois par an, l'inflation est au-dessus de 10% (une bonne affaire pour les emprunts immobiliers), les salaires augmentent plus vite encore et le chômage est indemnisé à 90%.

C'est ce qu'analyse à l'époque même, en 1976, le professeur Charles Zorgbibe : « *Un lecteur des travaux du club de Rome a accédé à l'Elysée : à la poursuite des intérêts nationaux, il substitue la mondialisation des problèmes* » (3).

Valéry Giscard d'Estaing le dit en octobre 1975 aux élèves de l'Ecole Polytechnique. « *II faut envisager un nouvel ordre économique mondial. Je dis bien un ordre... c'est-à-dire une organisation capable d'éviter en particulier les à-coups brutaux tels qu'ils se sont révélés au cours des dernières années* ». A ce grand projet, il va se consacrer – on sait qu'il est « l'inventeur » du G5, qui deviendra le G7. Le projet est grandiose – et de fait hors de portée : « *Le futur ordre économique mondial sera pur de toute contradiction, de tout conflit : il ne doit pas être une victoire de certains pays sur d'autres, en profitant d'un rapport de forces éphémère, mais doit être une victoire, je dirai, de l'humanité sur elle-même, car le problème est un problème d'organisation économique de l'humanité à l'échelle mondiale* ». Et les intérêts nationaux, dans ce vaste dessein ? Energie (centrales nucléaires), transport (TGV), armées (hausse des crédits, modernisation (4)), monnaie (serpent monétaire européen, ECU), il travaille.

Mais, pour lui, les intérêts de la France passent par un autre rêve, européen et fédéral. Le lecteur des travaux du club de Rome va substituer à la poursuite des intérêts nationaux, l'europanisation des problèmes.

Valéry Giscard d'Estaing est persuadé que la France « *puissance moyenne* » ne peut plus assumer seule son destin. Dans ce qu'il en dit dans un ouvrage paru en 2014 (1), préfacé par son ami et complice le chancelier allemand Helmut Schmidt (1974-1982), il s'agissait d'une Europe à six, ou à neuf. Avec une « petite », ou une moitié d'Allemagne, la RFA. Jean Monnet dit-il aussi, est un visiteur régulier à l'Elysée. C'est sa vision qu'il adopte, vers toujours plus « d'intégration » de la communauté et non pas la vision gaullienne d'une association d'Etats souverains. En 2014, il reconnaît que le projet s'est enlisé. En raison, dit-il, de l'effondrement du mur de Berlin et de l'élargissement inconsidéré à 28 membres qui a suivi. En raison aussi du refus en 2005, par les Français et les Hollandais, du projet de Constitution européenne qu'il avait élaboré avec la Convention qu'il présidait. Il préconise alors un retour, dans le cadre de l'UE, à une Europe des douze (*Europa*) plus intégrée, « *la dernière chance de l'Europe* », menacée de « *désintégration* ». « *Cela exige que l'Europe franchisse une nouvelle étape de son intégration, car aucun des Etats qui la composent, même le plus grand (dont la population est appelée à diminuer) ne peut prétendre (...) rivaliser avec ses grands concurrents* ». Le projet reste sans suite.

Pourquoi les Français l'ont-ils remercié en 1981 ? La gestion de Raymond Barre, devenu premier ministre en août 1976, qui pense que la France « *vit*

au-dessus de ses moyens » pendant que le président s'occupe des affaires du monde ? Le sentiment diffus du manque de confiance de ce président dans son pays, qu'il disait « *malade* » et voué, en l'état, « *inexorablement au déclin* » ? Les Français avaient élu en 1974 un modernisateur de la société gaullienne, pas un dissipateur de l'héritage de l'homme qui leur avait rendu leur confiance en eux-mêmes. Qu'est-ce qui les a éloignés d'un président qui disait « *préférer l'avenir au passé* » ? A-t-il, comme l'écrit son biographe Eric Roussel, été incompris ? Ou plutôt n'a-t-il pas compris le désir des Français de continuer leur histoire avec d'autres Européens, on en rêvait à l'époque, mais en tenant par eux-mêmes la barre de leur pays ?

La question se pose et elle est légitime. Aucun de ses successeurs n'y a répondu. Lui-même pensait que la marée des ans effacerait son œuvre. Mais tout au contraire, c'est lui qui a engagé la France dans le labyrinthe d'une construction européenne dont il reconnaissait en 2014 qu'elle était enlisée, « *continent morcelé et fragilisé* ».

Un mariage heureux ?

Hélène Nouaille

(La lettre de Léosthène, le 5 décembre 2020)

*Slogan de la campagne de Giscard en 1974.

Notes : (1) *Europa, la dernière chance de l'Europe*, Valéry Giscard d'Estaing, préface d'Helmut Schmidt, XO éditions, 2014 (Téléchargeable)

<http://www.europa-vge.com/livre/>

(2) François Mauriac, *Bloc-Notes*, réédition collection Bouquin, 2020

(3) Persée, Revue française de science politique, année 1976, Charles Zorgbibe, agrégé de droit public, *La France : les initiatives d'une « puissance moyenne »*

https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1976_num_26_4_393683

(4) Opex360, le 3 décembre 2020, Laurent Lagneau, *Le président Giscard d'Estaing aura laissé aux armées un héritage important... et durable*

<http://www.opex360.com/2020/12/03/le-president-giscard-destaing-aura-laisse-un-heritage-important-aux-armees/>